

Richard GUEDJ

Université Paris Cité
CERLIS (UMR 8070)

Manon HIM-AQUILLI

Sandra NOSSIK

Université de Bourgogne-Franche-Comté
ELLIADD (EA 4661)

Camille NOÛS

Laboratoire Cogitamus

Le langage enragé. Resémantiser la critique en sciences sociales du langage

Introduction

C'est l'occasion célébrative du numéro 50 de la revue *Semen* qui a motivé ce numéro particulier¹. Alors que le premier volet de ce numéro spécial est consacré à un retour sur l'histoire de cette revue pluridisciplinaire, ce second volet, dédié aux recherches contemporaines, propose de réinterroger le lien entre le politique² et nos disciplines, à savoir toutes les sciences sociales du langage³.

L'explosivité des situations sociales, politiques et environnementales, causée par un capitalisme industriel et spéculatif débridé et par sa remise en cause, est aujourd'hui perceptible au quotidien : réchauffement climatique et réorganisation du vivant, accroissement des inégalités sociales, intensification des nationalismes et réinvestissement accru de formations discursives xénophobes favorisées par les règles du champ médiatique, évolutions technologiques de la gouvernamentalité des corps. Parallèlement, des formes expérimentales de pratiques politiques et économiques se renouvellent ici et là, et invitent à repenser les rapports entre travail et marchandise et/ou à dépasser le rapport entre l'individu, le collectif et l'État : des zones à défendre au cyberactivisme en passant par les free-party ou les réquisitions de logements, d'autres manières d'organiser et de parler son quotidien apparaissent.

1. Les premières étapes de ce numéro ont été réalisées en collaboration avec Félix Danos.

2. Par *le* politique, nous entendons ici ce qui est relatif à l'organisation des rapports sociaux du point de vue de la distribution des ressources valorisées dans un temps et un espace donné et de la négociation du pouvoir, notamment du pouvoir de décider pour soi et pour ses collectifs d'appartenance, de cette organisation. La politique renvoie quant à elle au champ politique et à tout ce qui relève de la gouvernamentalité institutionnelle et professionnalisée (pour une délimitation plus fine du politique, voir Rancière 1998 : 112).

3. Par *sciences sociales du langage*, nous référons à toutes les approches scientifiques du langagier et des dispositifs de communication en tant que pratiques sociales historiquement situées (analyse du discours, SIC, sociolinguistique, critique littéraire...). Cf. Silverstein (1998 : 403) et Hambye (2012).

Conjointement, l'institution universitaire poursuit voire achève, selon les contextes nationaux, sa libéralisation économique et sa transition néo-managériale à marche forcée. Cette conjoncture, qui soumet nos pratiques de recherche et d'enseignement aux lois du marché, doit être prise en compte en tant que condition de production de la connaissance sur le langage. En France, par exemple, les financements par projet génèrent une rationalisation et une technicisation de nos pratiques de recherche, sommées de fournir des résultats quantifiables et efficaces, jugées et contrôlées essentiellement à hauteur de leur intégration dans les barèmes académiques internationaux, avec les critères qu'ils impliquent (Barats, Bouchard & Haakenstad 2018). Couplés à la précarisation des statuts, ils encouragent les universitaires à travailler sur des objets ciblés et définis en amont par les institutions étatiques et les entreprises privées, et dans le même temps dissuadent et marginalisent les expérimentations, essais et tâtonnements théoriques et méthodologiques qui donnent sens aux métiers de la recherche. Ce mode de financement ne requiert pas des compétences de chercheur·euses, mais de communicant·es. Chronophage et intellectuellement humiliant, il incite à l'adoption de stratégies de recherche court-termistes et nous contraint à faire comme si nous connaissions déjà les résultats de notre recherche avant même de l'avoir commencée. En France toujours, ces attaques économiques, sous forme d'un sous-financement public de l'enseignement et de la recherche, sont à la fois camouflées et légitimées par une série d'attaques idéologiques : « islamo-gauchisme », « racialisme », « wokisme », « égalitarisme », « *cancel culture* » sont autant de prétextes pour contrôler davantage les connaissances produites ou diffusées dans nos enseignements, en particulier en sciences sociales, et pour en réduire les moyens matériels.

1. Critique ou critique : conceptions et pratiques de l'approche critique

Dans un tel état du monde, un sentiment d'urgence à penser notre rôle comme spécialistes des pratiques langagières et communicatives semble se consolider au sein de notre champ académique. En effet, nombreuses sont les discussions scientifiques qui portent une attention particulière aux enjeux politiques contemporains dans lesquels s'inscrivent nos pratiques de recherche sur le langage. Colloques, ouvrages, séminaires et revues, parfois explicitement militantes⁴, témoignent de

4. Blog *La pensée du discours* tenu par Marie-Anne Paveau (<https://penseedudiscours.hypotheses.org/>) ; revue GLAD ! ; séminaire *Critiques Sociales du Langage* à l'Université Paris Descartes depuis 2015 ; séminaire *La linguistique appliquée est-elle une discipline de combat ?* à l'Université Sorbonne Nouvelle en 2021 ; journées d'étude *Les sciences sociales du langage face aux enjeux politiques et économiques contemporains*, 26-27 septembre 2019, Université Paris Descartes/Sorbonne Nouvelle/Paris Est Créteil ; colloque *L'analyse du discours entre description, geste critique et intervention*, 13-15 novembre 2019, Université de Poitiers ; colloque *Les sciences du langage aujourd'hui : quels défis sociétaux ?*, 2020, Universités de Kenitra et de Lorraine ; cf. aussi les ouvrages de Pugnière-Saavedra F. et al., 2012, *L'analyse du Discours dans la société. Engagement du chercheur et demande sociale*, Paris, Honoré Champion ; et Canut C. et al., 2019, *Le langage, une pratique sociale. Éléments d'une sociolinguistique politique*, Besançon, PUF.

l'existence d'une volonté partagée de réévaluer la force politique de nos objets, méthodes et théories.

Révélaient des préoccupations proches, ces initiatives présentent néanmoins une hétérogénéité dans leur conception même de la critique et de l'implication de l'activité universitaire dans le monde qui l'entoure. Certains travaux se consacrent aux applications possibles de nos disciplines dans des sphères identifiées, telles que celle du travail social. Soucieux d'agir concrètement au service d'enjeux sociaux, ces travaux ne s'assortissent cependant pas forcément d'une démarche critique telle que nous l'entendons : l'étiquette de « demande sociale » recouvre en effet une large palette de commandes institutionnelles, ces pratiques participant potentiellement à la mise en œuvre de politiques gouvernementales, promouvant les chercheur·euses au rang de conseiller du prince. Il en découle une posture d'expert·e, nourrie de rapports de savoir/pouvoir vis-à-vis des sphères sociales concernées. Ces activités de recherche se voient en outre rentabilisées et instrumentalisées dans les parcours académiques en compétition sur le marché du savoir (Nossik 2021).

À cet égard, la catégorie de « discours de haine » nous semble intéressante : elle s'appuie *a priori* sur une velléité d'applications sociétales directes, puisque qu'elle vise avant tout le foisonnement en ligne des propos racistes, sexistes, homophobes, etc. Mais sa démarche typologisante nous semble problématique : sur quelles bases épistémologiques et politiques repose cette notion, et comment ne pas la limiter aux discours haineux qui sont d'ores et déjà condamnés institutionnellement ? Notre conception d'une approche langagière critique nous pousse à déplacer l'objet d'étude vers les conditions d'existence de cette catégorie : qui désigne quels discours comme étant « de haine », suivant quels critères et pourquoi ? Quels rapports de force et de pouvoir, quels intérêts économiques et politiques se jouent dans les activités langagières des locuteur·ices et dans l'étiquetage de leurs discours ? Car intérêts politiques il y a, et stigmatiser la colère, la rage ou le ressentiment peut y contribuer.

D'autres travaux, dont nous nous sentons plus proches, assument explicitement un point de vue militant issu des réflexions en cours dans les mobilisations sociales. Si ces recherches se placent également au service de certaines causes sociales, leur positionnement se distingue de celles qui répondent à une « demande sociale » institutionnelle : il s'agit d'y assumer un entremêlement avec des sphères militantes et donc de prendre part à certains rapports de force politiques, sans se placer en surplomb vis-à-vis de leurs acteur·ices et du travail théorique qu'ils engagent. Mais le risque ici concerne le devenir des catégories d'analyse proposées, qui, de notions critiques opératoires, peuvent devenir simples marqueurs de posture critique.

C'est dans cette démarche militante que les sciences sociales du langage ont récemment mis au centre le « retravail théorique » (Paveau 2008) de certains concepts articulés aux luttes politiques. Il en va ainsi du concept d'*agency*, développé par Judith Butler (2004, [1990] 2005) que Noémie Marignier (2020) confronte à la

matérialité discursive, pour identifier les processus par lesquels les phénomènes d'interpellation/contre-interpellation offrent aux sujets parlants des sorties possibles de l'assujettissement idéologique. Reprenant le dernier Pêcheux et sa proposition d'une « délocalisation du sujet parlant » (Guilhaumou & Maldidier 1986), elle cherche ainsi à doter l'analyse de discours de catégories d'analyse opératoires permettant de saisir le moment où se produit le déplacement émancipatoire du discours.

Le concept d'émancipation justement, qui postule l'égalité des intelligences (Rancière 1998), ou bien celui d'agencement collectif d'énonciation (Deleuze & Guattari 1980)⁵, nourrissent quant à eux des réflexions sociolinguistiques (Latimier 2020, Boitel 2021, Canut 2021a) qui insistent sur la déstabilisation des cadres de l'interaction, et laissent apercevoir qu'une autre distribution des places interlocutives pourrait advenir. En se focalisant sur les résistances infra-politiques (Scott 2006), il s'agit non plus de poser le regard sur les seuls mécanismes sociolangagiers de reproduction des inégalités sociales, mais aussi sur les lieux et les moments, qui, contre toute attente, laissent un espace pour qu'un évènement égalitaire surgisse.

Enfin, mentionnons le travail épistémologique construit autour du concept d'indexicalité (Peirce [1978] 2017), mené par certain-es sociolinguistes qui cherchent à « provincialiser le langage » (Costa 2018 : 178) ou « provincialiser la langue » (Canut 2021b), en prenant leurs distances avec les présupposés structuralistes de la sociolinguistique et leur focalisation sur la dimension symbolique du langage. Là encore, les concepts sont retravaillés voire déplacés. Pour James Costa, en rendant compte des réseaux d'interactions multi-sémiotiques intra et inter-espèces, ou, pour Cécile Canut, en montrant des pratiques de parole hétérogènes, à la fois politiques et poétiques, et en perpétuelle réinvention, en Afrique de l'Ouest, ce sont les conceptions ethnocentrées et toujours hégémoniques, du monde et du langage, qui sont remises en cause.

Ces exemples d'explorations théoriques ont en commun de soumettre à la réflexivité critique les concepts eux-mêmes, en les confrontant sans cesse à leur opérativité analytique. En tant que spécialistes du langage, une attention permanente portée aux usages à la fois académiques et militants de ces concepts, et au risque de leur désémantisation, nous semble fondamentale : user d'un concept de manière automatique provoque des effets de reconnaissance politique supposée entre chercheur-es, mais empêche de penser sa valeur et son historicité, et donc ses effets politiques. Le risque est d'effacer et d'oublier ce que disent et vivent les personnes en lutte, au profit d'une labélisation politique disciplinaire et superficielle. Méthodologiquement, cela implique pour nous une vigilance au devenir de ces

5. « L'unité minima, ce n'est pas le mot, ni l'idée ou le concept, ni le signifiant, mais l'agencement. C'est toujours un agencement qui produit des énoncés. Les énoncés n'ont pas pour cause un sujet qui agirait comme sujet d'énonciation, pas plus qu'ils ne se rapportent à des sujets comme sujets d'énoncé. L'énoncé est le produit d'un agencement, toujours collectif, qui met en jeu en nous et hors de nous, des populations, des multiplicités, des territoires, des devenirs, des affects, des événements » (Deleuze & Parnet 1996 : 66).

concepts, à leur effectivité performative, à ce qu'ils sont capables de produire comme analyses.

2. Nos armes conceptuelles : propositions pour une approche scientifique critique et politique

En amont de ces différentes approches critiques, une question fondamentale, peut-être trop souvent éludée, nous semble se poser : en vue de quoi tenir une posture *critique* dans une démarche *scientifique* ? À quoi on pourrait répondre par un premier argument. Le lien nécessaire, constitutif, de nos disciplines sémiolinguagères aux significations, aux représentations discursives et aux effets de savoir-pouvoir, c'est-à-dire la nature langagière de nos productions scientifiques elles-mêmes, devrait impliquer de fait une attitude critique vis-à-vis de notre propre démarche scientifique : repenser perpétuellement nos objets, nos cadres théoriques et nos pratiques de recherche, en tester chaque fois les possibilités et dans le même temps en reconnaître les limites. En l'occurrence, produire un savoir dans un tel contexte, c'est-à-dire dans un contexte qui n'épargne pas la production du savoir, nous interdit et nous empêche de penser notre activité scientifique comme suffisante en soi et pour soi, en surplomb d'un monde séparé où se jouerait le tragique des rapports sociaux. Par ailleurs, ce qu'impliquait une théorie critique, notamment pour la première École de Francfort (Horkheimer [1937] 1974), était de maintenir une vue d'ensemble à la fois sur la production de connaissances spécifiques et sur leur rapport global à la praxis. Dans cette perspective, une remise en cause permanente de nos concepts au service de nos objets de recherche requiert une conversation ininterrompue avec les autres sciences humaines et sociales : au-delà des frontières disciplinaires artificielles, critiques littéraires, psychanalystes, historien-nes, politologues, économistes, biologistes, sociologues, philosophes ou encore anthropologues et bien d'autres nous aident à penser ce que sont le langage, la littérature, le sujet, l'histoire, le pouvoir, la valeur, le vivant, le social, la vérité, l'humain, etc.

Un second argument, historique et politique, pourrait être celui que porte la tradition matérialiste : « *l'impératif catégorique de renverser toutes les conditions sociales où l'homme est un être abaissé, asservi, abandonné, méprisable* » (Marx [1844] 2018). Cet héritage critique, qui tend à ce que « la théorie se change, elle aussi, en force matérielle » active dans les rapports sociaux, a traversé l'histoire de nos disciplines : de l'Analyse du Discours, née avec le projet de révéler l'« Idéologie » dominante imprégnant tout discours (Herbert 1966, Maldidier 1990), de la sociolinguistique, soucieuse depuis toujours de mettre au jour les relations de dominations sociales à la fois reflétées et pérennisées par nos pratiques langagières (Marcellési & Gardin 1974), et des approches critiques de la communication, éclairant notamment les dispositifs techniques et médiatiques dans lesquels sont prises nos productions sémiolinguagères (Flichy 1980, Mattelart & Mattelart 1986). Cet

impératif catégorique pourrait donc constituer à la fois le but, l'horizon politique commun, et la force critique qui initie et justifie notre démarche scientifique.

Enfin, un troisième argument, et pas des moindres. Les discours avec lesquels nous travaillons – significations, formes de langage, formations discursives ou énoncés qui peuplent, organisent ou transforment l'espace social, – ne sont pas désincarnés. Ils constituent et sont constitués par des corps, des sujets, collectifs ou individuels, formes de vie ou formations sociales, auxquels nous sommes reliées et parties prenantes, dans le sens où ces corps et ces sujets, ces formes de langage ou ces formes de vie nous *parlent*. Ce que nous y entendons déborde les cadres de l'analyse. Nous y entendons de la rage ou de la colère, de la résignation ou de l'espérance, d'une manière qui nous traverse et nous constitue *aussi* comme sujets. Ce troisième argument est donc de nature éthique : parce que nous vivons et nous parlons ces discours, il s'agit de ne pas leur être sourd. Et de chercher ce qui, dans nos théories et cadres d'analyse qui en saisissent les *mécanismes*, nous empêche d'en saisir la *force*.

Pour le dire autrement, assumer notre approche critique consisterait donc, dans notre champ pratique qui est celui de la production théorique, à lutter en permanence contre nos propres armes conceptuelles, notamment quand celles-ci ne subvertiraient plus rien. Et c'est précisément la volonté de réinterroger les moyens d'une telle posture critique en sciences sociales du langage qui a impulsé ce numéro : comment, tout en restant à notre place, c'est-à-dire en utilisant nos compétences limitées mais spécifiques, et nos espaces d'expression limités mais spécifiques, agir de façon radicale sur le monde ? Comment participer aux luttes sociales sans usurper la parole de leurs acteur·ices, ni se placer en surplomb vis-à-vis de leurs réflexions et pratiques ? Une posture critique radicale est-elle même possible au sein de l'institution universitaire ? Car si, pour Marx ([1844] 2018), « il est évident que l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes », il n'est pas encore sûr que l'arme de la critique ne se retourne pas en arme de domination. En d'autres termes, non seulement nos armes conceptuelles ne sauraient se substituer aux résistances multiples qui ont lieu dans la praxis, ni produire les mêmes effets, mais elles peuvent tout aussi bien produire, *in fine*, des effets opposés à ces multiples résistances. Il s'agit dès lors d'assumer, pour le revendiquer, que nos travaux cherchent à atteindre un horizon d'égalité, de justice sociale, de redistribution et de reconnaissance (Fraser [1995] 2005), de réciprocité, d'autonomie et de liberté, et visent donc à penser le politique pour agir sur lui, c'est-à-dire à peser *dans* les rapports de force sociaux actuels, conçus comme produits historiques du capitalisme, du colonialisme et du patriarcat (Davis [1981] 1983, Federici 2017), *par* la production de connaissances au sujet du langage et *pour* la transformation de ces rapports et des structures institutionnelles qui les soutiennent.

3. Présentation du numéro

3.1. Perspectives politiques

Puisque nous assumons notre position de chercheur-es pris-es dans l'état du monde dans lequel nous vivons, dépendante scientifiquement de nos conditions de production de recherche, un questionnement sur nos potentielles approches critiques nécessitait d'interroger notre relation à l'institution qui nous emploie, nous finance, ou bien ne nous emploie ni nous finance, et qui nous sépare du reste de la société tout en nous y reliant. Les financements de recherche soumis à des logiques de mise en compétition, de productivité et d'entrepreneuriat de soi, corrélés à la précarisation des statuts, entraînent un premier type d'aliénation touchant au cœur de nos travaux : projets au temps court, asservissement à certaines thématiques institutionnellement valorisées, mais aussi surévaluation de l'aspect formel de nos travaux dans cette course effrénée à la reconnaissance professionnelle.

Le texte de Caroline Panis, premier de cette partie thématique du numéro, souligne la schizophrénie dans laquelle ce système pousse les chercheur-es, *a fortiori* précaires : travailler pour survivre hors les murs universitaires mais pour l'université, au service d'une entreprise typique des fonctionnements néolibéraux, algorithmiques et entièrement virtualisés, pour vendre des compétences textuelles hautement spécialisées dans l'application de normes académiques arbitraires et socialement distinctives (Bourdieu 1979), tout en gardant le cap de son approche critique dans ses propres travaux. Ce premier texte revêt lui-même une forme différente des articles scientifiques canoniques, à la fois narrative et réflexive : c'était l'un des partis pris de notre numéro d'autoriser les articles à se libérer de leurs carcans les plus contraignants, sans renoncer à la rigueur qui les caractérise.

Penser notre posture critique et nos désirs d'engagement politique implique également d'interroger nos velléités et pratiques de diffusion scientifique au-delà de la sphère académique : quelles idéologies sous-tendent nos relations avec les groupes sociaux que nous étudions ? Si le partage de nos résultats de recherche sur nos terrains s'est imposé comme une pratique éthiquement souhaitable, la légitimité de nos conclusions auprès des acteur-ices concerné-es voire l'injonction à ce partage elle-même ne doit-elle pas être remise en question ? L'entretien croisé de Quentin Boitel et Alexandre Duchêne, à partir de différentes expériences de terrain, propose des pistes de réflexion nouvelles sur ce lien entre pratiques de recherche et restitution. La conversation avec Maria Candea et Laélia Véron éclaire quant à elle les implications d'une diffusion scientifique de nos disciplines auprès d'un large public via différents canaux médiatiques : contraintes de format, réactions des pairs, visibilité publique et diversification des financeurs sont autant de nouveaux aspects des conditions matérielles de diffusion scientifique à tenter de maîtriser et conjuguer.

3.2. Perspectives analytiques

Nous avons décrit ce que signifiait pour nous une posture critique, en la définissant comme activité de retravail conceptuel, tournée vers un horizon de justice

sociale entrevu depuis l'origine de nos disciplines, liée à la tradition marxiste. Mais nos armes conceptuelles ne se battent pas toutes seules. Si elles constituent notre moyen propre de tendre vers cet horizon politique commun, c'est d'abord parce qu'elles conditionnent notre manière de *travailler avec des discours*, voire de *travailler des discours* tout court. Car il faut rappeler ce qui fait la spécificité de notre activité : écouter et lire, transcrire, constituer un corpus, (d)écrire un terrain ethnographique, compiler, archiver, relever ou effacer, classer, etc., telles sont les tâches propres au/à la théoricien-ne du langage. Depuis notre point de vue spécifique, nous considérons que c'est aussi dans et par la matérialité des discours que se jouent les luttes et les rapports de force dans lesquels nous nous inscrivons de fait. *Travailler des discours* n'est pas la même chose que travailler sur des faits strictement sociaux, économiques, historiques ou politiques : c'est tout à la fois. La matérialité discursive est en quelque sorte le lieu où s'inventent, se réalisent et se répliquent les processus de domination, quelle que soit leur nature. C'est dans et par les discours que se font et se défont les mécanismes de pouvoir, que germent les mots d'ordre ou que se créent les concepts.

Nous avons retenu trois articles pour illustrer ces perspectives analytiques. Dans son étude d'un récit de vie lié à la migration vers Israël, Richard Guedj met en dialogue les conceptions et les représentations de l'événement, du sens, de l'histoire et du langage qui se devinent dans le corpus linguistique et philosophique, et dans le récit de migration lui-même. En montrant ce que ces textes *ne disent pas*, il s'interroge sur ce que ces textes *font* d'un point de vue éthique et politique. De la même manière, Jacques Guilhaumou se joue de la frontière entre le corpus théorique et le corpus constitué issu du débat des Gilets jaunes. Il s'intéresse au fonctionnement des concepts *fédéral* et *citoyen-ne*, en partant des Archives Foucault et jusque dans les propositions politiques des Gilets jaunes, elles-mêmes traitées et classées à l'aide d'outils lexicométriques. Enfin, les perspectives d'analyse proposées par Mieke Vandenbroucke et Adam Wilson diffèrent quant à leur méthode. Dans leur corpus, des fonctionnaires belges interrogent des candidats-es au mariage, en vue de la naturalisation de l'un-e des époux-ses. Conformément à une approche sociolinguistique interactionnelle, l'enquête montre des mécanismes de pouvoir qui reposent sur un certain nombre d'idéologies, de stéréotypes et sur un rapport social asymétrique dans l'interaction. Dans une démarche de recherche appliquée, les auteur-ices tentent de proposer, à partir de leur conclusion, des solutions pratiques à ce traitement inégalitaire.

3.3. Perspectives épistémologiques

Questionner la critique implique enfin des réflexions épistémologiques. Qu'elle se fixe un objectif de dévoilement ou d'identification des jeux possibles avec les contraintes, la critique en sciences sociales, du langage y compris, oscille en effet entre deux postures, intimement liées à des manières de concevoir la vérité – de la

science – et la conscience – des sujets. La première, surplombante et structuraliste, veut mettre au jour les forces sociales qui contraignent ou déterminent les comportements des sujets à leur insu, et cherche avant tout à décrire l'inégale distribution de leurs ressources matérielles et symboliques. Cela implique notamment le recours à la quantification, tandis que le point de vue du chercheur ou de la chercheuse, par un effort de réflexivité, parvient à saisir la réalité du monde social en « objectivant le sujet de l'objectivation » (Bourdieu 2001, Labov [1972] 1976). La seconde posture, post-structuraliste, de la sociologie pragmatique (Boltanski 2008, Latour 2007) ou de l'interactionnisme symbolique (Goffman [1961] 1968, [1963] 1975) s'attache plutôt à décrire les cours d'action dans lesquels sont pris les sujets, en accordant du crédit à leur réflexivité, leur « carrière » (Becker 1985) et leurs savoirs pratiques (Garfinkel 2007) afin d'identifier les traces de doutes, de déplacements, de mises à distance des routines que ces derniers laissent dans leurs activités communes. En circonscrivant des lieux de résistances possibles, une telle posture critique évoque en outre les concepts de dispositif, de biopouvoir ou d'agencement (Foucault 1976, Deleuze & Guattari 1980).

Proche de ce second pôle critique, l'approche décoloniale se voit ici illustrée par l'entretien de Cécile Canut et Mariem Guellouz avec Sinfree Makoni, ainsi que par la note de lecture sur Gabriela Veronelli proposée par Salomé Molina Torres et Iris Padiou. Ainsi, la discussion entre Makoni, Guellouz et Canut interroge l'ontologie du langage en prenant au sérieux l'affirmation selon laquelle effectivement, pour certain-es locuteur-ices, africain-es notamment, les langues n'existent pas. C'est également ce que nous rappellent Molina Torres et Padiou dans leur texte sur la colonialité du langage (Veronelli 2015), posée comme une matrice épistémique qui imprègne encore la plupart de nos connaissances sur le langage. Ces deux textes renvoient en creux à la fois au perspectivisme, qui questionne les postulats eurocentrés des travaux anthropologiques (Viveiros de Castro 2009), et aux épistémologies intersectionnelles du point de vue (Haraway 1985, Harding 1993), qui adoptent « une posture d'inquiétude réflexive qui amène à interroger constamment la position de pouvoir que l'on est susceptible d'occuper » dans la production du savoir (Lépinard & Mazouz 2019). Enfin, la discussion méthodologique entre Loïse Bilat et Émilie Née interroge les effets politiques de la quantification, pour se demander comment la textométrie peut s'imposer autant comme outil du pouvoir que de critique sociale.

Conclusion

Ce numéro est ainsi un essai à la fois réflexif et pratique de repenser et définir plus précisément ce que sont nos approches critiques, en assumant l'horizon politique visé sans lequel toute posture qui se voudrait critique nous paraît vaine. Ce volume a suscité en nous nombre de questions irrésolues : il est une invitation à y répondre, à le discuter et le prolonger. Pour que nos pratiques de recherche enragées contribuent, avec leurs armes propres, à la transformation radicale du monde.

Références bibliographiques

- BARATS Christine, BOUCHARD Julie & HAAKENSTAD Arielle (dir.), 2018, *Faire et dire l'évaluation, L'enseignement supérieur et la recherche conquis par la performance*, Paris, Presses de l'École des Mines.
- BECKER, Howard, 1985, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- BOITEL Quentin, 2021, « Le nahuat fleurit, mais pas ici à Santo Domingo ». Une sociolinguistique politique de la revitalisation de la langue nahuat (El Salvador – Amérique Centrale), Thèse de doctorat, Université de Paris.
- BOLTANSKI Luc, 2008, « Institutions et critique sociale. Une approche pragmatique de la domination », *Tracés*, HS 8, 17-43.
- BOURDIEU Pierre, 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre, 2001, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'Agir.
- BUTLER Judith, [1990] 2005, *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte.
- BUTLER Judith, 2004, *Le pouvoir des mots. Politique du performatif*, Paris, Éditions Amsterdam.
- CANUT Cécile, 2021a, « Agencements et indexicalités : signifier la subjectivation politique », *Langage et société*, 172, 95-123.
- CANUT Cécile, 2021b, *Provincialiser la langue. Langage et colonialisme*, Amsterdam, Paris.
- COSTA James, 2018, « L'étendue de la sociolinguistique, les sciences sociales et la nécessaire réflexion commune sur "le social" », *Langage et société*, 163, 171-181.
- DAVIS Angela, [1981] 1983, *Femmes, race, classe*, Paris, Editions des femmes.
- DELEUZE Gilles & GUATTARI Félix, 1980, *Mille plateaux*, Paris, Minuit.
- DELEUZE Gille & PARNET Claire, 1996, *Entretiens*, Paris, Flammarion.
- FEDERICI Silvia, 2017, *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Paris, Entremonde.
- Flichy Patrice, 1980, *Les Industries de l'imaginaire. Pour une analyse économique des médias*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- FOUCAULT Michel, 1976, « *Il faut défendre la société* ». *Cours au Collège de France. 1976*, Paris, Gallimard, Seuil.
- FRASER Nancy, [1995] 2005, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte.
- GARFINKEL Harold, 2007, *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- GOFFMAN Erving, [1961] 1968, *Asiles. Etude sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit.
- GOFFMAN Erving, [1963] 1975, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit.
- GUILHAUMOU Jacques & MALDIDIER Denise, 1986, « De l'énonciation à l'événement discursif en analyse de discours », *Histoire Épistémologie Langage*, 8(2), 233-242.

- HAMBYE Philippe, 2012, « Linguistique sociale ou science sociale du langage ? Les enjeux de l'autonomisation de l'objet langagier », *Cahiers de sociolinguistique*, 38(1), 67-85.
- HARAWAY Donna, 1985, « A Cyborg Manifesto : Science, Technology, and Socialist-Feminism in the Late Twentieth Century », in HARAWAY Donna, 1991, *Simians, Cyborgs, and Women, The Reinvention of Nature*, London, Free Association Books.
- HARDING Sandra, 1993, « Rethinking Standpoint Epistemology : What Is "Strong Objectivity" ? », in HARDING Sandra, MARTÍN ALCOFF Linda & POTTER Elizabeth (eds.), *Feminist Epistemologies*, New York, Routledge.
- HERBERT Thomas, 1966, « Réflexions sur la situation théorique des sciences sociales et, spécialement, de la psychologie sociale », *Cahiers pour l'analyse*, 2, 139-167
- HORKHEIMER Max, [1937] 1974, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Paris, Gallimard.
- LABOV William, [1972] 1976, *Sociolinguistique*, Paris, Minuit.
- LATIMIER Erell, 2020, « On serait habitués on le ferait comme tout le monde » : les dimensions sociolangagières de l'ambivalence des dispositifs scolaires destinés aux jeunes voyageurs, Thèse de doctorat, Université de Paris.
- LATOUR Bertrand, 2007, *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte.
- LÉPINARD Éléonore & MAZOUZ Sarah, 2019, « Cartographie du surplomb. Ce que les résistances au concept d'intersectionnalité nous disent sur les sciences sociales en France », *Mouvements*, [en ligne] <https://mouvements.info/cartographie-du-surplomb/>
- MALDIDIER Denise, 1990, « (Re)lire Pêcheux aujourd'hui », in MALDIDIER Denise (ed.), *L'inquiétude du discours. Textes de Michel Pêcheux*, Paris, Cendres, 7-91.
- MARCELLESI Jean-Baptiste & GARDIN Bernard, 1974, *Introduction à la sociolinguistique : La linguistique sociale*, Paris, Larousse.
- MARIGNIER Noémie, 2020, « Pour l'intégration du concept d'*agency* en analyse du discours », *Langage et Société*, 170, 15-37.
- MARX Karl, [1844] 2018, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Paris, Allia.
- MATTELART Armand & MATTELART Michèle, 1986, *Penser les médias*, Paris, La Découverte.
- NOSSIK Sandra, 2021, « Desires for "committed" research », *International Journal of the Sociology of Language*, Special Issue 267-268, 203-212.
- PAVEAU Marie-Anne, 2008, « Interdiscours et intertexte. Généalogie scientifique d'une paire de faux jumeaux », *Linguistique et littérature : Cluny, 40 ans après*, Besançon, 93-105.
- PEIRCE Charles S., [1978] 2017, *Écrits sur le signe*, Paris, Seuil.
- RANCIÈRE Jacques, 1998, *Aux bords du politique*, Paris, Folio.
- SCOTT James, 2006, « Infra-politique des groupes subalternes », *Vacarme*, 36, 25-29.
- SILVERSTEIN Michael, 1998, « Contemporary Transformations of Local Linguistic Communities », *Annual Review of Anthropology*, 27, 401-426.
- VERONELLI Gabriela, 2015, « The Coloniality of Language: Race, Expressivity, Power and the Dark Side of Modernity », *Wagadu, Journal of Translation Women and Gender Studies*, 13, 108-134.
- VIVEIROS DE CASTRO Eduardo, 2009, *Métaphysiques cannibales. Lignes d'anthropologie post-structurale*, Paris, Presses Universitaires de France.

Résumé : Dans cette introduction, nous exposons le thème de ce numéro, consacré à la situation des sciences sociales du langage devant l'explosivité des situations sociales, politiques et écologiques d'aujourd'hui. Nous mettons d'abord l'accent sur l'hétérogénéité des approches critiques dans nos disciplines, et questionnons à la fois leur portée, leur efficacité et leurs effets, dans un contexte particulièrement délétère pour la recherche en sciences sociales. Nous nous intéressons plus précisément aux critères à partir desquels appréhender la force et l'opérativité des concepts critiques – dont certains sont issus des mobilisations sociales et des milieux militants – et au risque de leur labélisation, voire de leur désémantisation. Dans un second temps, en rappelant quelques arguments historiques de la théorie critique, nous réaffirmons la nécessité de resémantiser la critique en sciences sociales du langage, et d'assumer l'horizon d'égalité et de justice sociale que visent nos travaux, dont la fonction est non seulement de décrire les rapports sociaux de langage, mais de les transformer. Enfin, nous ouvrons différentes perspectives – politiques, analytiques et épistémologiques – dans lesquelles viennent s'inscrire les différentes contributions de ce numéro.

Mots-clés : langage ; approches critiques ; engagement politique ; conditions de la recherche

Abstract: In this introduction, we present the theme of this issue, devoted to the situation of the social sciences of language in the face of the explosiveness of today's social, political and ecological situations. We first emphasize the heterogeneity of critical approaches in our disciplines, and question their scope, their effectiveness and their effects, in a particularly deleterious context for research in the social sciences. We are more specifically interested in the criteria from which to apprehend the strength and operativity of critical concepts – some of which come from social mobilizations and militant circles – and the risk of their labeling, or even their dismantling. Secondly, by recalling some historical arguments of critical theory, we reaffirm the need to re-semanticize criticism in the social sciences of language, and to assume the horizon of equality and social justice that our work aims at, whose function is not only to describe the social relations of language, but to transform them. Finally, we open up different perspectives – political, analytical and epistemological – into which the different contributions of this issue fit.

Keywords: language; critical approaches; political commitment; research conditions